

RÉACTUALISATION DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE DROIT CIVIL (MANDATAIRES JUDICIAIRES ET ASSISTANTS)



Objectifs

Connaître et **redéfinir le cadre juridique** de son exercice professionnel, sa zone de compétence et sa responsabilité
Connaître les droits de l'usager
Développer une **réflexion** permettant de poser des actes responsables intégrant les dimensions relationnelles, juridiques, **éthiques dans le cadre de la mesure** : le principe des consentements éclairés
Actualiser ses connaissances du Droit Civil face à l'évolution des textes réglementaires
Faire des choix éclairés à partir de l'analyse concrète des cas rencontrés quotidiennement dans l'exercice professionnel - le cas problème

Programme

Le mandataire face aux évolutions des textes et face à la typologie des majeurs

La problématique du consentement éclairé face aux pathologies neurodégénératives et psychiatriques

Actualités dans le champ médico-social

CVS, évaluation de la qualité, RBPP ...

La problématique du choix le plus juste pour le majeur protégé

Les limites de la mission du MJPM

Cadre de sa mission, responsabilité, éthique professionnelle

La réforme de la protection des majeurs 2019

Ordonnance du 10 février 2016 - Réforme droit des contrats
- Quel impact sur la responsabilité des MJPM ?

Loi du 23 mars 2019 - Autonomie de la personne protégée, allègement du contrôle du juge, renforcement des obligations du MJPM, externalisation des CRG

Droits des personnes protégées dans la protection des données – RGPD

Droit pénal

Personne protégée auteur / victime

Réforme de la formation MJPM

Décret du 28 décembre 2023

Jurisprudence récente

Public

MJPM
Secrétaires spécialisés
Travailleurs sociaux

Méthodes pédagogiques

Retours d'expériences,
étude de cas, échanges-débats

Intervenants

Juriste spécialisée dans la
Protection des Majeurs

Sanction de la formation

Attestation individuelle de fin
de formation

Modalités de formation

intra-établissement

Étude de faisabilité sur
demande

inter APDHES

1 jour, 06 heures
① 17 mai 2024
② 09 octobre 2024

395 € par participant

Contact

05-56-24-49-39
info@apdhes.fr

Référence

2.5.

Madame Monsieur

Nom d'usage : Nom de naissance :

Prénom :

Date de naissance :

Fonction/grade :

Service :

Numéro de tél. : Numéro de Fax. :

E-mail (en majuscules) :

ÉTABLISSEMENT EMPLOYEUR :

Adresse complète :

N° SIRET :

RESPONSABLE DE LA FORMATION CONTINUE :

Tél. : Fax. :

E-mail (en majuscules - Adresse à laquelle sera adressé l'accusé de réception de l'inscription) :
.....

Désire participer à la formation suivante

Intitulé de l'action :

Date(s) de l'action :

Coût pédagogique : euros par participant

pris en charge par OPCO Budget de l'établissement le participant

APDHES-Centre Pierre Veaux se réserve le droit de reporter à des dates ultérieures ou d'annuler l'action de formation dans le cas où le groupe constitué serait inférieur à 5 stagiaires

Toute annulation peut être faite, sans frais, par le bénéficiaire, si elle parvient par écrit à APDHES Centre Pierre Veaux au moins 10 jours ouvrés avant le début de l'action de formation.

Sauf cas de force majeure reconnue par APDHES Centre Pierre Veaux, pour toute annulation faite par le bénéficiaire moins de 10 jours ouvrés avant le début de l'action de formation, APDHES Centre Pierre Veaux facturera un dédit de 25 % des frais de formation, montant non imputable par le bénéficiaire à la contribution financière obligatoire de formation.

En cas d'absence ou d'abandon en cours de formation, les frais de formation sont dus en totalité. Il demeure possible de remplacer le stagiaire se désistant par une personne ayant le même profil et le même besoin de formation.

Date et signature

(Nom, qualité du signataire) :

Association pour la Promotion du Droit Hospitalier de l'Économie de la Santé et de la formation professionnelle et continue
11 avenue Léonard de Vinci | Europarc | CS70097 | 33615 PESSAC CEDEX
Tél : 05-56-24-49-39 | Fax : 05-56-98-90-92 | www.apdhes.fr

La certification QUALIOP1 a été délivrée au titre de la catégorie : actions de formation - certificat n° 2004-CN-00042

Association loi 1901 enregistrée en Préfecture de la Gironde sous le n° 2/11763 (JO n°20070043, dernière modification qui se révèle être, à la présente date, non caduque)
Organisme enregistré sous le numéro 72 3301681 33. Cet enregistrement ne vaut pas agrément de l'État - SIRET : 348 628 975 00032 - Code Naf : 8559
Organisme de DPC enregistré et évalué favorablement habilité à dispenser des programmes de DPC (n° 4491)